

vons nettement affirmer que n'importe quelle autre équipe ministérielle de ce pays aurait suivi le même chemin que celui emprunté par Mussolini, lequel d'ailleurs (ainsi que le constatait récemment M. Sforza) s'est référé aux directives des gouvernements démocratiques qui l'ont précédé et préparé. Pour ce qui concerne l'expédition en Abyssinie, là aussi nous ne retrouverons rien de spécifiquement fasciste et il nous suffira de rappeler que c'est justement un gouvernement qui put bénéficier, à différents moments, de l'appui indirect des socialistes, le ministère de Giolitti, qui dirigea la conquête de la Lybie et de la Tripolitaine. Si les socialistes furent contre cette expédition en 1911, il n'en reste pas moins vrai que leur divergence ne les conduisit qu'à une opposition de parade puisque sur le plan gouvernemental ils restèrent les alliés indirects d'un gouvernement, dont l'objectif essentiel était celui de la corruption du mouvement ouvrier et son rattachement aux institutions démocratiques de l'Etat italien.

Pour ce qui concerne les problèmes particuliers de l'économie italienne nous constaterons que, dans les différents domaines, le fascisme n'apporte rien de spécifiquement nouveau et que la formulation d'Etat fasciste, de révolution fasciste, sont autant de bulles de savon destinées à se dissiper à la moindre analyse de la réalité. Il est évident que l'on peut facilement dresser un bilan de faillite de l'économie italienne. Les « savants » antifascistes résidant à l'étranger auront vite fait de coller l'adjectif « fasciste » au substantif « économie » et dès lors ils donneront une signification scientifique (1) à toutes les statistiques qu'ils aligneront. Ce petit jeu donne régulièrement l'impression aux ouvriers que les chefs de l'antifascisme sont en possession de la pierre philosophale, bien que chaque fois ils devront recommencer. Ainsi, telle année, sur la base d'un fouillis de documentation qui sera étayée uniquement pour brouiller les données des problèmes économiques, l'on prédira l'impossibilité pour le fascisme de surmonter la phase ultime de la crise « économique fasciste » et l'on dira aussi à la bourgeoisie italienne qu'elle peut maintenant mesurer l'ampleur de son erreur : avoir confié la sauvegarde de ses intérêts à l'équipe des écervelés, des bandits, des profiteurs fascistes. Il est bien vrai que ces derniers pourraient bien vite riposter que des équipes analogues existent dans tous les autres pays où l'éclosion des scandales ne s'avère nullement comme un moyen d'en arrêter la succession et la multiplication. Bien au contraire, ainsi que l'expérience en France le prouve éloquemment, ces scandales seront évoqués dans l'intérêt du capitalisme qui en profitera pour diriger l'attention des ouvriers

en dehors de leurs intérêts et de leurs luttes spécifiques : le dernier scandale Stavisky a fourni une base de manœuvre pour déclencher des attaques continues contre les conditions de vie des travailleurs. De plus, avec une ampleur à peu près égale, les chiffres exprimant la débâcle économique peuvent s'appliquer à l'économie italienne aussi bien qu'à celle des autres pays où d'ailleurs nous assisterons à une évolution analogue pour ce qui concerne la discipline croissante des initiatives des individualités capitalistes, l'intervention toujours progressive de l'Etat dans les différents domaines économiques : agricole, industriel, financier.

Le fascisme arrive au pouvoir dans des conditions économiques moins défavorables que celles qui suivirent immédiatement la guerre. Il en fut de même en Allemagne où le point crucial de la crise (1930-32) avait pu être dépassé par la bourgeoisie sous la direction de gouvernements non fascistes et subissant même l'influence socialiste. En Italie, le fascisme déchaîne son mouvement au cours de la crise économique de 1921, en prenant également figure de défenseur des intérêts ouvriers et en attaquant démagogiquement les chefs réformistes incapables de diriger la résistance des travailleurs à l'attaque patronale pour la diminution des salaires. Quand il prit le pouvoir, en novembre 1922, le fascisme put bénéficier d'un certain répit au point de vue économique et put donc laisser subsister toute l'armature de l'Etat et de la société, en recourant même aux systèmes classiques du libéralisme : à ce moment il brandit le drapeau de la lutte contre l'Etat et son intervention dans le domaine économique qui devait rester ouvert uniquement aux initiatives et aux capacités individuelles. Si ensuite la chanson fasciste change et que le thème de la « révolution » se renverse, cela dépend de la modification intervenue dans la situation. Auparavant, la révolution « fasciste » dans l'économie consistait dans l'épuration des fonctions économiques de l'Etat, que la dégénérescence de la doctrine « socialiste » (1) lui avait attribué. Ensuite cette même « révolution » consistait dans l'agrandissement continu des interventions étatiques pour mettre fin aux utopies « réactionnaires » du libéralisme qui confiait tout aux individus alors que la loi suprême était le contrôle de toutes les initiatives particulières dans l'intérêt commun de la société, se personnifiant dans l'Etat « fasciste ».

Nous assisterons à une évolution analogue dans tous les autres pays : l'Etat agrandit toujours davantage ses fonctions économiques et, pour ce qui est du domaine financier, par exemple, il est certain que le plan Roosevelt est beaucoup plus « révolutionnaire » que celui qu'a appliqué Mussolini en 1930-31. Les déclamations

fascistes sur les différentes batailles, celle du blé, de la lire, etc., ne font que couvrir d'un masque démagogique des nécessités du capitalisme italien qui n'ont aucun caractère particulièrement fasciste; d'autres gouvernements que celui de Mussolini auraient suivi exactement un chemin analogue. Pour ce qui concerne la stabilisation de la lire en 1927 à un cours que les antifascistes considéreront, par après, exagéré et recherché par Mussolini dans un but de prestige, il s'agira-là d'une mesure destinée à garantir l'entrée de capitaux étrangers (surtout américains), alors que pour ce qui concerne la balance des paiements, la parité assez élevée de la lire représentera un facteur de son assainissement. D'autre part, le solde passif de la balance commerciale, à cause de l'excédent des exportations, aurait certainement été aggravé par une stabilisation à un taux inférieur de la lire, alors que les remises des émigrants pouvaient être mises en valeur avec un taux élevé de la lire. Ce taux, ni en Italie, ni dans les autres pays, n'est en rapport avec l'efficacité économique du pays, mais dépend de facteurs bien plus complexes que le capitalisme italien a fort bien compris, que le fascisme a revêtu de sa démagogie, que les tenants de l'antifascisme ont employé dans le but de jeter des illusions trompeuses parmi les ouvriers. A ceux-ci l'on racontait que ce taux dépendait uniquement du prestige « fasciste » puisqu'il s'opposait foncièrement aux nécessités de l'économie et qu'il devait déterminer des catastrophes d'où le fascisme serait sorti anéanti.

Enfin, au sujet de l'économie agricole et des différentes batailles qui y ont été livrées, ici encore nous assisterons à une évolution bien simple et dont nous retrouverons des exemples dans tous les autres pays : les statistiques prouvent nettement que l'augmentation obtenue dans la production résulte régulièrement d'une diminution des surfaces emblavées; que l'allure contradictoire de l'économie capitaliste s'y manifeste nettement dans la direction d'une intensification de la production là où les prémices existent alors que dans les autres régions les capitaux ne se dirigeront que très lentement et la situation misérable des régions les plus pauvres d'Italie n'aura en rien changé après toutes les victoires magnifiées dans des buts démagogiques. Pour ce qui est de l'augmentation de la production agricole (qui n'est d'ailleurs pas générale, puisque pour les vins on assiste à une régression marquée), il suffira de considérer qu'elle n'est que le contrecoup des progrès de la technique de production et surtout des mesures protectionnistes que le capitalisme a porté à des points des plus élevés. Au sujet des bonifications que le fascisme exaltera comme un mira-

cle du régime, qu'il nous suffise de dire ici qu'en général il s'agit de travaux qui étaient en cours bien avant la Marche sur Rome et dont l'achèvement était évidemment indépendant du type de gouvernement au pouvoir.

Dans le domaine industriel, le capitalisme italien a pu trouver, à un certain point de vue, dans la crise économique mondiale, des conditions qui lui ont permis de résister à la dépression générale. En effet, la baisse colossale des prix des matières premières (l'Italie ne possède aucune des matières premières indispensables à l'industrie lourde) jointe à la contraction drastique des salaires ouvriers, ont permis de préserver relativement une industrie vivante non pour l'exportation, mais pour les besoins intérieurs où d'ailleurs l'industrie étatique et de guerre prenait des proportions toujours croissantes. Tout récemment des mesures gouvernementales ont permis (au travers des licences et du contrôle des devises) à toute l'industrie d'exportation de bénéficier largement des interventions de l'Etat. D'autre part, les mesures prises dans le domaine bancaire auront eu pour effet de libérer les grandes banques du risque dérivant d'une trop étroite liaison avec les branches de la production italienne les plus atteintes par la crise. De 1930 à 1933, le gouvernement procédait à une concentration croissante qui permettait au capitalisme financier de se débarrasser des investissements non rentables en même temps qu'elle lui permettait un contrôle plus direct et plus complet sur l'ensemble de l'économie italienne. La circulation de l'épargne et des capitaux affluant aux caisses directement contrôlées et garanties par l'Etat rejoint l'Institut Mobiliaire Italien et l'Institut de Reconstruction Industrielle, où le grand capitalisme aura des possibilités plus amples de manœuvre et d'une plus immédiate direction de l'économie italienne. Pour caractériser par un exemple frappant les conditions terribles de la classe ouvrière italienne, nous rappellerons que malgré un chômage chronique et en continuelle ascension, le budget de la Caisse Nationale des Assurances Sociales, alimenté surtout par les cotisations ouvrières, n'allouant des indemnités que pendant trois mois, est en boni et peut verser 20 millions à cet Institut de Reconstruction Industrielle.

Les quelques éléments que nous avons donné sur la politique du fascisme, nous permettent de conclure que ce n'est nullement dans le domaine de la politique étrangère, ni dans celui de l'économie et de la politique commerciale que nous retrouverons les caractéristiques du fascisme. Toutes les mesures édictées par le gouvernement de Mussolini s'apparentent strictement à celles appliquées dans les autres pays, alors que dans la floraison des « Plans », élaborés par le parti